

Financement des campagnes électorales L'Anie intensifie ses efforts

La Commission de contrôle du financement de la campagne électorale est l'une des innovations majeures introduites dans le paysage institutionnel algérien.



À l'approche d'une année électorale majeure pour l'Algérie, marquée par la tenue des élections législatives et locales en 2026, l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) intensifie ses efforts pour consolider les bases d'un processus électoral transparent, équitable et conforme aux plus hauts standards démocratiques les plus avancés. C'est dans cette optique que s'est tenue, mardi à Alger, une importante conférence autour du thème «Le système juridique de la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale». Organisée par l'Anue, cette rencontre a permis de mettre en lumière les avancées significatives accomplies dans le cadre de la moralisation de la vie politique et de la lutte contre la corruption électorale. Le président par intérim de l'Anie, Karim Khelfane, a ouvert les travaux en soulignant que la transparence dans le financement des campagnes constitue l'un des piliers fondamentaux d'un système démocratique sain. «L'engagement de l'Algérie en faveur d'élections propres est irréversible.

La révision constitutionnelle de 2020 et l'amendement du régime électoral ont institué une nouvelle ère, fondée sur l'éthique, la régularité et la rigueur», a-t-il déclaré.

La mise en place de la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale est l'une des innovations majeures introduites dans le paysage institutionnel algérien.

Mohamed Hammadou, ancien président de cette structure, a rappelé l'importance de renforcer les

moyens d'action de la commission afin qu'elle puisse s'acquitter pleinement de sa mission. «Il s'agit de garantir un contrôle effectif des fonds utilisés durant les campagnes, d'identifier et d'éliminer toute tentative de financement occulte ou illicite.» Il a également évoqué les propositions formulées récemment pour élargir les prérogatives de la commission, renforcer ses mécanismes de veille et assurer une traçabilité exemplaire des dépenses électorales. Cette approche proactive permettra non seulement de barrer la route à l'argent sale, mais aussi de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions et les assemblées élues.

Présente à cette conférence, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (Hatplc), Mme Salima Mesrati, a insisté sur l'importance de l'intégrité du processus électoral.

«L'objectif est clair: préserver la souveraineté du vote citoyen, faire barrage aux influences illicites et consacrer des pratiques électorales saines, à la hauteur des aspirations du peuple algérien.» Elle a également rappelé que la coordination entre les différentes institutions - Anie, Hatplc, instances judiciaires, constitue un gage de crédibilité et de rigueur dans le processus électoral, tout en favorisant une culture démocratique durable.

L'année 2026 s'annonce comme un tournant démocratique pour l'Algérie. Avec la tenue simultanée des élections législatives et locales, les citoyens auront une nouvelle fois l'opportunité de choisir leurs représentants dans un cadre renouvelé, balisé par les normes les plus élevées de transparence et d'équité. Grâce aux réformes profondes engagées depuis 2020, l'Algérie s'impose aujourd'hui comme un modèle émergent de gouvernance démocratique dans la région.

La modernisation de son système électoral, la vigilance accrue dans le financement des campagnes, et l'engagement institutionnel dans la lutte contre la corruption, participent à hisser le pays au rang des nations les plus respectueuses des principes démocratiques. Au-delà des textes et des dispositifs, c'est une véritable culture démocratique que l'Algérie s'attelle à enraciner.

Le respect du pluralisme, la régularité des scrutins, la transparence des procédures et la moralisation de la vie publique constituent désormais les repères d'un État en pleine transformation.

L'ANIE, en première ligne de cette dynamique, continue d'oeuvrer sans relâche pour que chaque scrutin reflète la volonté souveraine du peuple, dans le respect absolu des règles du jeu démocratique. Et 2026 ne fera pas exception.